



**Fédération Syndicale Unitaire**  
**Section départementale du Jura**  
76 rue Saint Désiré - BP 60038  
39 001 Lons-le-Saunier  
Tel : 03 84 47 12 64 - Courriel : [fsu39@fsu.fr](mailto:fsu39@fsu.fr)

**Conseil Départemental de l'Éducation nationale**  
**Vendredi 7 février 2014**  
**Déclaration préalable**

Avec le pacte de responsabilité, les orientations politiques récentes du Président de la République ne font qu'accentuer une politique libérale qui répond déjà aux exigences du patronat. Elles se traduiront par une poursuite de la diminution des dépenses publiques, amplifiée par l'objectif de 77 milliards de baisse d'ici à la fin du quinquennat. Pourtant les services publics sont un puissant levier pour lutter contre les inégalités, répondre à tous les besoins sur l'ensemble du territoire et faire face aux évolutions sociales, démographiques, économiques et aux exigences écologiques. Ils ont donc besoin d'être soutenus, surtout en période de crise. Alors même que l'enquête PISA révèle combien la politique éducative précédente, uniquement obnubilée par les économies, a eu des conséquences néfastes sur la réussite des élèves, notamment les plus fragiles, le carcan budgétaire actuel ne permettra pas de réelle amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et de travail des enseignants. Ainsi, la plus grande partie des 4835 emplois créés dans le second degré sont utilisés pour financer la nécessaire restauration de la formation des enseignants. Il ne reste alors que 986 emplois à saupoudrer entre toutes les académies qui ont été lourdement ponctionnées entre 2003 et 2012.

L'académie de Besançon, qui a perdu 885 postes entre 2007 et 2012, ne reçoit aucun emploi supplémentaire pour le second degré. Pour financer l'arrivée de 500 élèves dans les lycées de l'académie, le rectorat prend des postes aux collèges, lycées professionnels et sur les moyens de remplacement. Dans ce jeu de dupes, les collèges du Jura rendront 7 emplois. La suppression des seuils aboutit à une augmentation du nombre d'élèves par division, multipliant les classes de 28 élèves ou plus notamment en 6è - 5è - 4è. Pas moins de 13 classes devraient être supprimées. Elles s'ajoutent aux 6 déjà fermées par rapport à la rentrée 2012. 40% des collèges devraient cumuler toutes les difficultés : baisse de la DGH et du H/E, suppression d'une classe et plusieurs niveaux à 27/30. Collèges urbains et périurbains, ruraux de taille moyenne ou de petite taille, situés en plaine, montagne, ou sur le premier plateau. Tout le territoire et tous les types d'établissements sont touchés.

Le choix d'établir des dotations minimales réduites aux seuls enseignements obligatoires et sur la base des horaires planchers puis d'attribuer une dotation complémentaire reposant soi-disant sur les projets d'établissement revient à instaurer une inacceptable mise en concurrence qui s'avère redoutable : ainsi voit-on des collèges de taille, de structure, de public accueilli, comparables recevoir des dotations complémentaires très différentes. Pour autant, les collèges les mieux lotis n'ont guère plus qu'habituellement. Cette dotation supplémentaire revient le plus souvent à assurer les enseignements facultatifs habituellement dispensés dans chaque établissement, un saupoudrage d'aide aux élèves en difficulté ou du soutien. Horaires à minima, suppression de classes, nombreux établissements avec plusieurs niveaux très chargés, on est loin de conditions de travail, d'apprentissage et d'enseignement qui permettent à tous les élèves de réussir.

Monsieur l'inspecteur d'académie, depuis un an et demi, vous demandez aux enseignants de participer à un effort national et promettez des changements pour l'année suivante. Pourtant, il y a encore loin de la coupe aux lèvres ! Les enseignants attendent une réelle transformation de la politique éducative ! La FSU, porteuse d'une politique ambitieuse pour réduire les inégalités sociales et scolaires, continue à revendiquer la nécessaire réussite de tous.